

Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
Bureau pour la Coordination des Affaires Humanitaires
Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest

Rapport de situation mensuel- Octobre 2008

FAITSMARQUANTS :

Guinée-Bissau : Le choléra enfin en baisse

Afrique de l'Ouest : 1^{ère} rencontre ouest africaine contre le trafic de drogue

Côte d'Ivoire/Niger : MSF-France arrête ces activités

Libéria : Réouverture des cantines scolaires à Monrovia

1- SITUATION HUMANITAIRE

1.1 Sécurité alimentaire et nutrition

Aperçu régional

Selon un rapport conjoint CRS, CILSS, FAO, FEWS -NET et le PAM, une baisse du prix du mil et du maïs a été constatée depuis le mois de septembre 2008 sur les marchés ouest africains, cependant il est difficile de prédire si les prix continueront à baisser ou si la tendance va durer. Une pluviométrie satisfaisante, jusqu'à la fin septembre, a entraîné de bonnes récoltes et des bonnes conditions de pâturages. Les nouvelles récoltes de mil, maïs, arachide, sont actuellement disponibles sur les marchés villageois et urbains. La mission conjointe CILSS-FAO-FEWS Net, qui a débuté en Octobre, permettra de vérifier la production prévue et de déterminer si ces tendances s'étaleront dans la durée afin de bénéficier aux consommateurs de la région. Le contexte international est caractérisé par une baisse des prix, notamment du maïs et du blé, et du fuel. Le prix du riz demeure au-dessus de la moyenne à long terme. Une chute des prix des matières premières produites en Afrique de l'Ouest est nettement perceptible sur les marchés internationaux. En vue de pallier à la hausse des prix, les organisations ont formulé neuf recommandations dont: conduire une mission conjointe dans le bassin ouest pour s'enquérir de l'impact de la hausse du prix du riz sur les marchés; déterminer l'impact d'une baisse du CFA sur les marchés régionaux; entamer le re-stockage des banques céréalières; continuer les efforts de plaidoyer contre les restrictions commerciales, entre autres. (*Source: West Africa: Markets, Hazards and food security, Issue 3- October 2008*)

Libéria: Réouverture des cantines à Monrovia

Le gouvernement du Libéria et le PAM ont lancé fin septembre un programme de cantines scolaires à Monrovia pour 150 000 écoliers dont les familles ont été touchées par l'impact de la hausse des prix. Plus de 400.000 écoliers ont également continué à bénéficier des cantines scolaires en milieu rural durant l'année scolaire 2008/2009 dans plus de 2 600 écoles primaires. Le Libéria est particulièrement sensible aux variations de prix de denrées sur le marché international, car très dépendant des importations. La banque mondiale a mis à disposition 4 millions de dollars pour soutenir les cantines scolaires du Libéria pendant deux ans.

Côte d'Ivoire: Taux inquiétants de malnutrition

Une enquête collaborative (UNICEF, PAM, Etat de Côte d'Ivoire), conduite du 16 au 28 juillet dernier dans les quartiers d'Abobo, Koumassi et Yopougon (Abidjan) et dans les départements de Denguélé, Bafing, Savanes, Worodougou et Zanazan (nord Côte d'Ivoire), ont relevé une prévalence de la malnutrition aiguë globale de 4.7% à Abidjan et 17.5% dans le nord. Le taux de la malnutrition chronique est de 15.2% et 30.6% à Abidjan et dans le nord respectivement. L'enquête, entre autre, fait état d'un taux d'anémie de 74.8% pour les enfants à Abidjan contre 80.7% dans le nord. L'étude peint une situation nutritionnelle inquiétante pour laquelle les enquêteurs recommandent, entre autres, le renforcement des programmes de santé maternelle et infantile; l'augmentation de la couverture de la prise en charge de la malnutrition aiguë

modérée à travers des centres de nutrition supplémentaire dans le nord ; un examen approfondi des causes de l'anémie et la formulation d'un paquet d'activités appropriés.

1.2 Protection et mouvements de populations

Après 4 mois de suspension, le rapatriement des réfugiés mauritaniens, vivant au Sénégal, a repris le 22 octobre avec le retour de 19 familles (105 personnes). Le Haut commissariat aux réfugiés a assuré leur transport jusqu'à la ville frontière de Rosso.

1.3 Santé

Choléra finalement en baisse en Guinée-Bissau

Le choléra a entamé une récession en ce fin de mois d'octobre, 5 mois après le début d'une épidémie qui, à la date du 31 octobre, avait causé la mort de 218 personnes pour plus de 13.000 cas. Au-delà de ce développement positif, l'épidémie de choléra a une fois de plus confirmée la nécessité de trouver une solution pérenne à travers une synergie d'actions impliquant l'Etat, les acteurs humanitaires et ceux du développement. La capitale Bissau, la région de Bombo et le Iles Bijagos ont été les plus touchés. Le 20 octobre, le bureau d'aide humanitaire de la Commission Européenne (ECHO) a alloué 500.000 euros pour endiguer la situation actuelle. OCHA a également déployé un Chargé des Urgences pour s'enquérir de la situation et appuyer les acteurs humanitaires. En 2005, le choléra avait touché plus de 25.000 personnes, plus de 400 en sont morts.

Fin des activités de MSF-France au Niger et en Côte d'Ivoire

Médecins Sans Frontières-France (MSF-F) a également marqué l'actualité de ce mois. Au Niger, l'organisation a décidé de quitter le Niger suite à l'arrêt de ses activités dans la région de Maradi. Depuis plus de trois mois, MSF était interdit d'activités et dit dans un communiqué ne pas savoir les vraies raisons. MSF y était implanté depuis 2001 (Voir communiqué : <http://msf.fr/2008/10/30/1030/la-section-francaise-de-medecins-sans-frontieres-contrainte-de-quitter-le-niger/>)

MSF a également annoncé la cessation de ses activités en Côte d'Ivoire, pays où elle était implantée depuis 1990 et qui a vu une croissance de ces activités depuis l'éclatement de la crise en 2002. Dans un communiqué, l'organisation a appelé « au maintien de la gratuité des soins, faute de quoi les patients ne seront plus capables de se faire soigner. »

Pandémie de grippe

La plateforme ouest africaine contre la grippe s'est réunie le 28 octobre pour une rencontre technique portant sur l'état de préparation à une pandémie de la grippe globalement et dans la sous région, et l'introduction d'une matrice sur « quel acteur mène quelle activité dans quelle localité ».

2- SITUATION SECURITAIRE ET SOCIO-POLITIQUE

Afrique de l'Ouest : 1^{ère} rencontre internationale sur le trafic de drogue

Réunis du 27 au 29 octobre à Praia, au Cape Vert, des centaines d'experts internationaux ont débattu de l'émergence de l'Afrique de l'Ouest comme plaque tournante dans le trafic de drogues et stupéfiants. La réunion a donné naissance à un plan d'action visant à endiguer ce fléau qui vient s'ajouter aux difficultés institutionnelles de nombreux états dans la région. Pour plus d'informations prière consulter <http://www.unodc.org/unodc/en/press/releases/2008-10-28.html>

Mauritanie : La junte au pouvoir menacée par des sanctions

L'Union Européenne a accordé exactement 30 jours- jusqu'au 20 novembre prochain- à la junte mauritanienne pour soumettre un plan de sortie de crise et de retour à l'ordre constitutionnel, faute de quoi elle se verrait imposer des sanctions. Cette mise en garde est le résultat d'une rencontre avec les deux parties le 20 octobre dernier à Bruxelles. Dans la foulée, l'Union Africaine, qui dans les premières heures avait condamné ce coup de force, a réitéré son souhait de voir le pays retourner à sa situation antérieure. Ces derniers jours, la situation a été marquée par des faits inquiétants, entre autres : le maintien en détention du

président déchu et de la convocation de son épouse devant le Sénat¹; la mise aux arrêts d'un ancien ministre; le limogeage d'un directeur de la télévision nationale.

Bakassi : Aucun répit dans l'insécurité

Les rapt d'individus, notamment des travailleurs du secteur pétrolier, et autres actes de violence dans les eaux maritimes au large du Nigéria et du Cameroun ont été enregistrés pendant tout le mois. La majorité de ces actes est attribuée aux groupes armés qui forment le *Niger Delta Defence and Security Council* (NDDSC). A ce jour, 10 travailleurs pétroliers sont détenus par le *Bakassi Freedom Fighters*, une branche du NDDSC.

Niger : Etat condamné à dédommager une ancienne esclave

La Cour de Justice de la CEDEAO a rendu un arrêt qualifié d' « historique » par des défenseurs de droits humains en estimant que l'Etat du Niger était responsable dans une affaire d'esclavage concernant une jeune femme. Selon la cour, les autorités avaient failli à ses obligations de protection. C'est la première fois que la Cour, créée en 1991, rendait un tel jugement.

3- MOBILISATION DES RESSOURCES

Quatre-vingt deux projets ont été retenus pour le CAP 2009 pour une valeur totale de 370 millions USD. La version « *final field draft* » a été transmise à New York pour finalisation. Le CAP 2009 est centré sur la crise alimentaire et s'articule autour de 4 axes principaux : sécurité alimentaire et nutrition ; santé ; protection et mouvement de population, et eau/assainissement et hygiène. Pour 2009, un cinquième axe-Coordination/Gestion de l'Information/Services de support- a été ajouté pour palier à la faiblesse dans ce domaine.

A la date du 4 novembre, les contributions pour le CAP 2008 s'élevaient comme suit : http://ocha.unog.ch/fts/reports/daily/ocha_R32_A788__08110407.pdf

Thèmes	Montant requis US \$	Montant reçu US \$	%
Sécurité alimentaire et Nutrition	219,814,712,	146,930,884	67%
Urgences Sanitaires	22,073,914	2,000,347	9%
Protection et mouvements de population	175,589,274	119,072,927	68%
Préparation aux catastrophes naturelles	2,828,800	0	0%
Eau, Assainissement, Hygiene (WASH)	10,449,280	4,226,336	40%
Coordination	24.510.853	8,016,728	33%
Thème non spécifié	1,882,665	4,710,970	250%
Total:	457,149,498	284,958,192	62%

OCHA-Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest

Pour plus d'informations sur la situation humanitaire en Afrique de l'Ouest/consulter nos anciens rapports/ contribuer à nos prochains rapports et toute autre information prière vous adresser à :

Yvon Edoumou, edoumou@un.org, +221.33.869.8515, +221.77.569.9653

Ndiaga Seck, seckn@un.org

Amadou Kane, kanea@un.org, +221.869.8514

Vous trouverez également les informations sur <http://ochaonline.un.org/westafrika>

¹ Agence France Presse, 27 octobre 2008